

VAUD

Les défis qui attendent Rebecca Ruiz

Elue en 2019 à la tête du gros Département de la santé, la ministre socialiste brigue un nouveau mandat le 20 mars prochain.

DIMANCHE 13 MARS 2022 ACHILLE KARANGWA



Le mandat de Rebecca Ruiz à la tête du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) aura été marqué par rien moins qu'une pandémie. KEYSTONE

ELECTIONS CANTONALES VAUDOISES

On la dit favorite pour les élections des 20 mars et 10 avril prochains. Rebecca Ruiz, élue au Conseil d'Etat vaudois lors d'une complémentaire en 2019, est candidate à sa réélection. A la tête du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS), le mandat de la socialiste a été marqué par une crise pandémique qui, selon elle, aura montré la «réactivité et l'adaptabilité» de ses services. Des enjeux en cours ne manqueront pas de marquer la prochaine législature.

Apprentissage accéléré

Lorsqu'elle prend la succession de son camarade Pierre-Yves Maillard en mai 2019, Rebecca Ruiz, n'a eu «qu'une courte transition de deux mois, avec des dossiers à terminer à Berne», ou elle était encore conseillère nationale. Elle emportera son combat pionnier contre les violences obstétricales de l'arène fédérale au Gouvernement vaudois. Avec l'ouverture, au CHUV, d'un nouveau dispositif d'accompagnement post-partum. «J'ai aussi pu rendre accessible une prise en charge médico-légale des victimes de violences sexuelles dans les hôpitaux régionaux. Afin que les victimes n'aient pas à se déplacer au CHUV ou à répéter maintes fois leur récit douloureux», se félicite l'ancienne présidente de la Fédération suisse des patients.

«La crise aura aussi été l'occasion d'approfondir très rapidement les dossiers» Rebecca Ruiz

La pandémie de Covid-19 n'aura-t-elle pas bloqué des dossiers? «Pas tellement. Certaines évaluations ont pu prendre du retard, comme celle concernant l'aide et des soins à domicile, car cela demande d'aller sur le terrain, au contact. Autre contretemps, à Morges, le nouveau foyer pour femmes victimes de violences a été retardé par des arrêts de travaux, mais ouvrira en mai prochain», nous répond la ministre. Pour Rebecca Ruiz, la crise «aura aussi été l'occasion d'approfondir très rapidement les dossiers. Du jour au lendemain, tout s'arrête, et la gestion de crise nous plonge en continu dans ces dispositifs complexes, aux multiples acteurs», se remémore-t-elle deux ans plus tard.

Négociations au CHUV

Le Département est passé à travers la tempête, mais les futurs défis ne manquent pas. Les syndicats notamment disent un CHUV en peine, par manque de dotation. «Un dispositif centralisant les demandes de remplacements des congés maternité et allaitement permettra, dès avril, de répondre à certaines revendications», souligne toutefois la ministre de la Santé, à l'issue d'une négociation de cinq mois. «Ce qui ne règle pas les autres remplacements et les absences pour maladies, qui témoignent d'un personnel éreinté» tempère Aristides Pedraza, du syndicat SUD.

«Après avoir obtenu une prime Covid pour une partie du personnel, nous sommes prêts à reprendre la mobilisation contre l'austérité permanente du gouvernement, pour qu'un plan de refinancement fournisse des effectifs qui correspondent aux besoins», continue David Gygax, du Syndicat des services publics (SSP). Une bataille future que la ministre aborde sereinement. «Les embauches de personnel suivent l'augmentation de l'activité. On ne peut pas dire que nous n'engageons pas: 198 postes créés en 2017, puis 154 l'année suivante. Une centaine en 2019 et plus de deux cents en 2020 puis 2021, avec les renforcements Covid», se défend-elle, ayant sorti les chiffres pour la campagne.

Dans la santé parapublique, l'alignement du secteur sur la grille salariale de l'Hôpital Riviera-Chablais n'aura pas été bouclé. «Je me suis investie avec succès afin que les montants permettant cette bascule puissent être assurés après 2019», explique Rebecca Ruiz, mais l'alignement est inachevé. Malgré l'annonce d'une enveloppe supplémentaire de 4 millions fin février, les discussions sur son utilisation opposent faïtière patronale aux organisations des employés. «Ici, le département n'est pas l'employeur, les partenaires sociaux doivent régler eux-mêmes leurs désaccords. Mon département est cependant à disposition pour faire de la médiation si nécessaire», assure Rebecca Ruiz.

Dépenses sociales

Autre point mort: Vigen Kühni, de SUD étudiants et précaires, nous assure que «malgré des améliorations en 2019, et des séances de discussion, nous attendons depuis une amélioration du dispositif des bourses». Notamment sur la durée maximale, les forfaits logement, ou «la ponction du revenu parental à des hauteurs indignes», selon le syndicaliste. La ministre de l'action sociale rappelle que le Département devra «répondre à plusieurs interventions parlementaires. Il s'agira ensuite de faire un «paquet bourses» permettant de nouvelles améliorations en 2023 ou 2024.» Le canton versait en 2012 51 millions de francs au titre de bourse d'études pour 5580 bénéficiaires. En 2021, c'est 79 millions pour 7200 bourses accordées.

Le plus gros département de l'Etat de Vaud fait souvent les frais des attaques de la droite, surtout en période électorale. «Nous avons un maillage social fort dont nous pouvons être fiers, alors que nos finances se portent bien», assume Rebecca Ruiz, qui a également inauguré la stratégie «Vieillir 2030», afin d'emmancher les changements démographiques. Entre autres dossiers chauds que le ou la future cheffe du DSAS devra porter.